

**Les communistes d'Imphy
mettent en débat
la création d'un centre de santé**



A nouveau, la question du nombre de médecins sur notre localité est posée.

Imphy, comme les communes environnantes, est touchée par la désertification médicale. Le nombre de médecins n'a cessé de diminuer pour connaître aujourd'hui une pénurie inquiétante. Cette situation plonge les habitants d'Imphy dans un profond désarroi.

Or ce n'est pas les mesures prévues par le Gouvernement pour tenter de repeupler en médecins les déserts médicaux qui vont y changer quelque chose. La Ministre de la santé entend uniquement « inciter » les jeunes médecins à s'installer en zone rurale en leur attribuant pendant deux ans un complément de rémunération si leurs revenus mensuels sont inférieurs à 4 600 euros nets. Peine perdue, l'expérience de faire venir des praticiens sur Imphy a tourné court.

Pour les communistes d'Imphy, avec les communes de Sauvigny les Bois, Chevenon, Béard, La Fermeté, St Ouen et Imphy, il existe la potentialité pour élaborer un projet qui permette aux citoyens d'avoir des médecins de proximité. Avec les professionnels de la santé, en liaison avec l'hôpital public il s'agirait de réfléchir aux moyens mis en œuvre pour une installation de médecins salariés.

Des expériences positives ont déjà eu lieu dans la région parisienne. C'est une revendication du Syndicat des jeunes médecins généralistes (SNJMG) qui appellent de leurs vœux la création de poste de médecins salariés. C'est une piste en lien avec les citoyens, que les communistes d'Imphy veulent exploiter.

**Dimanche travaillé... quelle société
veut-on nous imposer ?**

Selon une récente enquête, « une majorité de salariés sondés sont pour le travail le dimanche ». Mais aucun sondage ou enquête sérieuse ne dit qu'une majorité de ces sondés, eux ne travaillent pas le dimanche, ne serait-ce pour vaquer librement à leurs emplettes et... bricoler.

Les grands médias et une partie malheureusement du gouvernement considèrent qu'il faut faire évoluer les mentalités et que le travail du dimanche est un bienfait de la vie. Mais **pour la société toute entière c'est revenir au début du siècle dernier où les salariés travaillaient 7 jours / 7 !**

Pour les patrons du commerce il faut cultiver la liberté du travail et permettre à ceux qui veulent venir travailler le dimanche de le faire. Il paraît que c'est le jour où le chiffre d'affaires est au plus haut. Nous pouvons en douter !

Ils oublient que les français ne peuvent dépenser plus que ce qu'ils ont gagné en salaire ! Dans le commerce comme ailleurs, la solution c'est de combattre la précarité, les temps partiels, et les salaires au rabais qui ne permettent pas de vivre décemment.

Consacrer un jour ou deux non aux achats mais à l'amitié et la vie sociale est d'une nécessité ô combien plus intéressante que de parcourir les allées des grandes surface un dimanche après-midi...



**Venez agir pour un
changement de cap
à gauche**

**Renforcez le Front de Gauche,
Rejoignez
le Parti Communiste !**

NOM - Prénom :

Adresse :

.....

Tél : **Mail :**

À retourner à : PCF
10, rue de la Rotonde - 58 000 NEVERS

le métallo

Journal des communistes d'Imphy Octobre 2013

La venue d'Alain BOCQUET à IMPHY

**Une chance pour les salariés
du site d'Imphy et les populations
du bassin d'emploi !**



Enfin une commission d'enquête, obtenue par les Députés Communistes, sur la situation de la sidérurgie Française et Européenne a été mise en place.

Composée d'une trentaine de Députés (toutes tendances confondues), elle a travaillé pendant 6 mois sous la responsabilité d'Alain BOCQUET, Député PCF du Nord. Les représentants de tous les syndicats, les dirigeants des entreprises sidérurgiques, ont été auditionnés.

La commission a rendu un rapport adopté à l'unanimité qui dresse un constat sans appel sur les pratiques des groupes et leurs actionnaires plus préoccupés par les dividendes que par le développement industriel et l'emploi.

La sidérurgie c'est le 1^{er} maillon de la chaîne de toute politique industrielle, c'est l'industrie de base d'un pays sans laquelle il ne peut y avoir de développement technologique, d'emplois stables qualifiés et de prospérité de toutes les activités qui y sont liées.

Le site industriel d'Imphy, avec les sociétés qui le composent, constitue un atout pour l'emploi stable, le développement et le redressement industriel dans notre bassin d'emploi, pour le Département et la France.

Sur notre site industriel l'emploi devient une question vitale pour assurer son avenir. Plus de 120 intérimaires sont utilisés. Leur embauche en emploi stable devient urgente pour la transmission des compétences !

Ici, comme dans toute la sidérurgie l'embauche massive en emplois stables devient une nécessité incontournable.

La « **Commission d'Enquête Parlementaire** » a avancé des propositions et des pistes pour que la Sidérurgie Française et Européenne s'inscrivent dans ces objectifs. Quelle place pourrait jouer le site d'Imphy ? Quelles pistes de propositions la Commission d'enquête propose t'elle ?

Les communistes vous invitent à participer à cette rencontre qui constituera un moment fort pour porter l'exigence d'embauche de nos jeunes intérimaires.

Un évènement dans notre cité :

Alain BOCQUET
*Député communiste,
rapporteur de la commission d'enquête
Parlementaire sur la sidérurgie
sera à Imphy*

**Mardi 22 octobre
à 17 h,
Salle des Fêtes d'Imphy**

Alain BOCQUET développera les propositions de la Commission d'Enquête, ainsi que l'urgence de droits nouveaux et de pouvoirs d'intervention dans la gestion des entreprises pour les salariés, leurs syndicats et les comités d'entreprise.
En début d'après-midi, Alain BOCQUET aura été reçu par les Dirigeants d'APERAM pour une présentation et une visite de cette entreprise.

Pour les communistes, l'emploi doit être au cœur de l'indispensable réindustrialisation

La commission d'enquête parlementaire sur la sidérurgie, présidée par le député communiste Alain BOCQUET a pointé avec gravité la question de la perte du savoir-faire et du développement de l'emploi précaire, dans une industrie où tout devrait conduire à ne pas laisser perdre la compétence des métiers de l'acier.

Former un aciériste ou bien un lamineur demande plusieurs années. Cette problématique n'est en tout cas pas inscrite dans la stratégie des sociétés du site industriel d'Imphy, même si les luttes menées par des salariés ont toutefois permis quelques dizaines d'embauches, très insuffisantes mais qui ont apporté un peu d'oxygène dans les secteurs où les besoins étaient les plus criants.

Notre pays s'est désindustrialisé

La commission d'enquête parlementaire a mis en avant la désindustrialisation qui a durement frappé l'Europe, et dans certains secteurs, plus encore en France que d'autres pays qui lui sont pourtant comparables. Elle a observé et le constat est sans appel :

« La sidérurgie française subit, depuis plus de 40 ans, les effets de restructurations qui ne paraissent jamais achevés. Désormais, la logique des grands groupes d'Arcelormittal, d'Eramet en passant par Ugitech est même plus souvent financière qu'industrielle. Notre pays en a payé le prix s'agissant des destructions d'emplois et de l'affaiblissement économique de certains de ses territoires »

Or les activités sidérurgiques et métallurgiques sont à la base d'autres activités constituant l'aval des filières. Pour ces productions, notre pays demeure un acteur important qui innove et exporte. Il en est ainsi de l'aéronautique, de l'automobile, et plus généralement des transports, du nucléaire, des câbles, mais aussi des industries de la défense sans oublier les technologies de la construction.

Tous ces secteurs ont besoin d'un approvisionnement de qualité en amont. Alain BOCQUET précise :

« Le désengagement puis l'abandon des activités de base hypothéqueraient gravement notre indépendance et ne manqueraient pas de subordonner plus encore la stratégie industrielle de nombreuses entreprises à l'errance des marchés. Dans un tel contexte, il est très vraisemblable que nous assisterons à un phénomène encore plus accentué de délocalisations »



La France possède des atouts

La sidérurgie et la métallurgie disposent, en France, d'outils et de savoir-faire de grande qualité. En s'appuyant sur ce socle, la recherche et l'innovation peuvent soutenir la compétitivité de ces industries, notamment en développant les partenariats publics privés, avec les universités, les grands organismes de recherche. La formation des salariés et le renouvellement des générations dans les filières constituent un autre défi de première importance.

Pour le rapporteur Alain Bocquet : « la difficulté à résoudre est plus vaste et il revient à la puissance publique de reconsidérer toutes les étapes du processus de la formation. Cela commence par un retour, dès l'école, à une culture industrielle et un discours plus positif donc renouvelé sur les métiers dans toute leur noblesse (...), à un renouvellement de certains cycles de la formation parfois même tombés en quasi-déshérence au cours des dernières années ».

Créer des milliers d'emplois

20 millions de tonnes annuelles c'est le besoin de production d'acier en France. La production est actuellement d'environ 16 millions ! Or le vieillissement de nos effectifs est très préoccupant. À titre d'exemple, 25 % des salariés de la sidérurgie partiront en retraite d'ici à 2015, ce qui représente plus de 11 000 emplois en France.

Il y a besoin de relancer l'embauche, la création d'un pôle financier public; placé sous le contrôle public et social, reposant sur la mise en réseau d'institutions financières de statut public ou semi public exerçant des missions d'intérêt général. Ces financements seraient octroyés sur des critères d'emplois et d'efficacité économique et sociale.

La question de nouveaux droits pour les salariés et leurs syndicats est un élément de réponse pour se faire entendre sur des alternatives industrielles contre les marchés financiers.

Le mot pour rire de M. Lakshmi Mittal :

Lors de son audition par la commission d'enquête, ses membres ont eu droit à la formidable pensée du N° 1 mondial de l'acier en racontant l'histoire ci-dessous :

« Une anecdote pour vous dire à quel point les Chinois changent la donne. Pour mieux faire comprendre la mentalité chinoise, nous avons envoyé quelques uns de nos responsables (...) européens visiter une de nos usines chinoises, dans laquelle nous avons investi près de 1 milliard de dollars dans une joint-venture en Chine il y a trois ans. Ils ont rencontré le PDG de l'entreprise qui les a conviés dans son bureau. Outre une petite salle de repos, une chambre a attiré leur curiosité et ils ont fini par demander au dirigeant à quoi elle servait. Il leur a répondu qu'il dormait sur place. « Dans la journée ? » ont-ils insisté. Il a démenti, ajoutant qu'il y passait ses nuits parce qu'il ne rentrait chez lui qu'une journée par mois ».

Voilà le rêve de ce grand patron: des salariés ravis à leur entreprise pour le plus grand bien des actionnaires, qui eux se prélassent dans des palaces et sur des yachts .

Affaire UIMM : les truands du patronat existent...

Denis Gautier-Sauvagnac refuse toujours de livrer les noms des bénéficiaires des fonds secrets. Entre 2000 et 2007, plus de 16,5 millions d'euros ont été retirés en espèces sur de multiples comptes bancaires reliés à la fédération patronale de la métallurgie.

Une dizaine de dirigeants et hauts cadres de l'UIMM sont poursuivis pour abus de confiance, détournement de fonds, destruction de preuves, travail dissimulé. Cet argent a contribué à une distribution aussi à des adversaires historiques (comprendons des syndicats dociles pour signer des accords de reculs sociaux dans les entreprises). Il est également question de financements de partis politiques très proches de la mouvance patronale.

A la barre, cité comme témoin, le dénommé Bernard Vivier, qui a été candidat du Front National justifie l'aide financière patronale à certains syndicats par l'UIMM...

sans commentaire !

Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi : une aubaine pour les patrons !!!

Doté à terme de 20 milliards d'euros, le CICE est la plus importante niche fiscale jamais mise en place. Il s'agit d'un dispositif fiscal accordé sans aucune contrepartie en matière de création d'emploi, d'investissement dans la recherche, ou encore de salaires, et dont les objectifs se résument à faire baisser le « coût du travail » et à augmenter les taux de marge des entreprises.



D'ailleurs, le rapport 2013 du Comité national de suivi du Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) confirme les critiques formulées par les parlementaires communistes à l'égard de cet énième dispositif fiscal en faveur des entreprises.

Le suivi et le contrôle du CICE par les comités d'entreprise ne seront effectifs qu'en 2014 et sans droit de suspendre et d'exiger le remboursement de cette aide publique aux entreprises. « Bref, les entreprises et les actionnaires ont tous les droits, les salariés, contribuables et citoyens sont écartés de toute possibilité d'intervenir. »

Des pistes pour financer la retraite à 60 ans à taux plein :

Les besoins de financement pour 2020 selon le Conseil d'Orientation des retraites sont de : 20 milliards d'euros
Les exonérations de cotisations sociales pour les entreprises (soi-disant pour l'emploi) sont en 2000 : 15,7 milliards d'euros, en 2005 : 21 milliards d'euros ; en 2011 : 28,3 milliards d'euros

La répartition des richesses entre 1982 et 2012 :

La valeur ajoutée (les richesses nouvelles créées en France en un an) est passée de 272,6 milliards d'€ à 1 018,3 milliards soit une multiplication par 3,8

Les salaires avec les cotisations sociales sont passés de 151,4 milliards à 520,3 milliards soit une multiplication par 3,5

Les revenus financiers sont passés de 44,9 milliards à 309,9 milliards soit une multiplication par 6,9.